



Femmes dans l'Emploi Informel :
Globalisation et Organisation



RAPPORT ANNUEL

AVRIL 2021 - MARS 2022

TABLE DE MATIÈRES

03

L'autonomisation des travailleuse·eur·s de l'informel et la sécurisation de leurs moyens de subsistance

04

Rétrospective de l'année

06

WIEGO fête ses 25 ans

07

Faits saillants du parcours vers le 25e anniversaire

10

Travailler pour garantir à des millions de travailleuse·eur·s un siège à la table

15

Présence active de WIEGO en 2021-2022

16

Programmes clés de WIEGO

17

Soutien de WIEGO aux travailleuses domestiques

20

Soutien de WIEGO aux travailleuse·eur·s à domicile

23

Soutien de WIEGO aux vendeuse·eur·s de rue et commerçant·e·s de marché

26

Soutien de WIEGO aux récupératrice·eur·s de matériaux

29

Soutien des équipes Villes Focales de WIEGO aux travailleuse·eur·s de l'informel

32

Publications et ressources

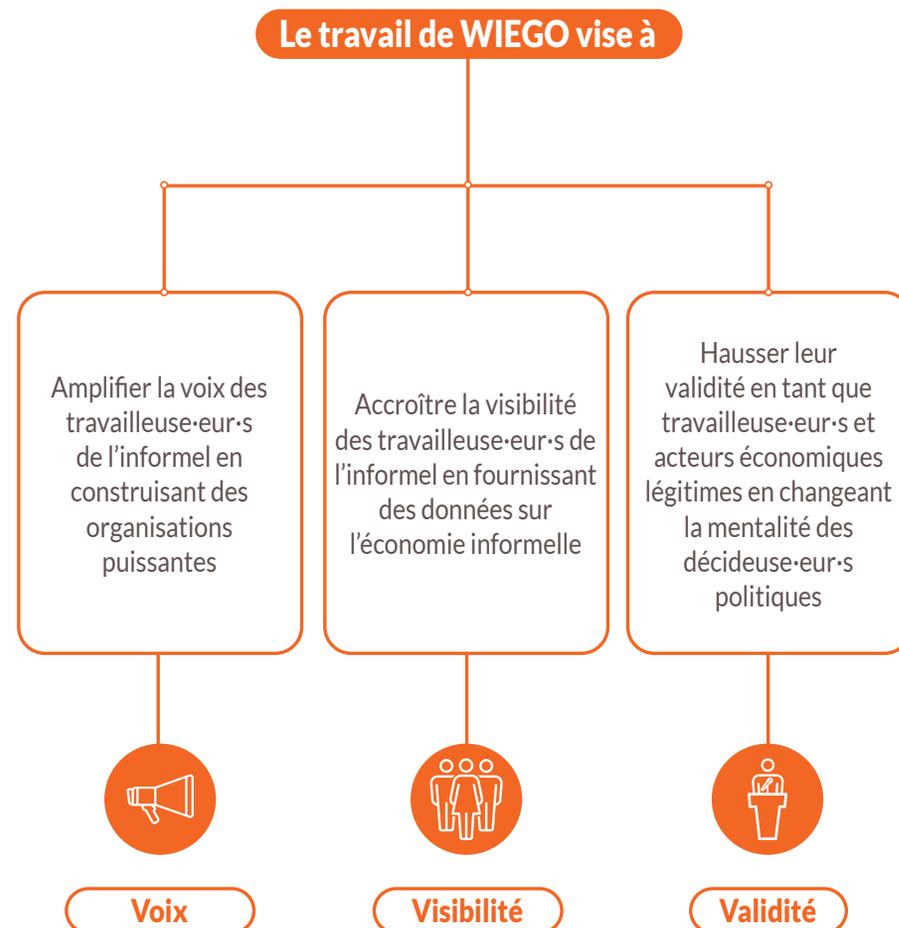
36

Rapport financier : exercice clos le 31 mars 2022



L'autonomisation des travailleuse·eur·s de l'informel et la sécurisation de leurs moyens de subsistance

WIEGO est un réseau d'organisations de travailleuse·eur·s de l'informel et des chercheuse·eur·s, statisticien·ne·s et spécialistes du développement qui les soutiennent. La mission de WIEGO est d'améliorer les conditions de travail des travailleuse·eur·s démunie·e·s, en particulier des femmes, dans l'économie informelle. Nous le faisons de deux manières : D'une part, nous fournissons des statistiques, des recherches et des analyses de politiques sur l'économie informelle. Ces informations peuvent être mises au service du plaidoyer : **entre les mains des travailleuse·eur·s, les données sont source de pouvoir**. D'autre part, nous trouvons et mettons en relation des individus et des organisations de travailleuse·eur·s pour construire des réseaux régionaux et mondiaux. Nous construisons un mouvement social : **l'union fait la force**.





Rétrospective de l'année

Mirai Chatterjee, présidente du Conseil d'administration de WIEGO

Chère famille et ami·e·s de WIEGO,

Alors que nous célébrons cette année notre 25^e anniversaire, nous envisageons le prochain quart de siècle avec espoir et inspiration dans un contexte de défis permanents. Si les isolations sociales obligatoires dues à la pandémie sont assouplies, les prix des denrées alimentaires et du carburant sont montés de manière vertigineuse ; et si les travailleuse·eur·s gagnent à nouveau leur vie, elles·ils n'ont pas surmonté les effets de la crise de la COVID-19. Les conflits et le changement climatique sont plus présents que jamais. Et pourtant, nous poursuivons notre vision de reprise juste pour toutes et tous les travailleuse·eur·s : une reprise qui les inclut toutes et tous et qui les place au centre des efforts du gouvernement et des autres acteurs pour reconstruire les moyens de subsistance tout en comprenant la protection sociale ; et au centre de la reconstruction des économies locales et nationales.

Lorsque cette année comptable a débuté en avril 2021, mon pays, l'Inde, connaissait une crise de santé publique aux proportions inimaginables. Les dirigeantes des travailleuse·eur·s qui sont intervenues pour distribuer de la nourriture et des médicaments, pour réconforter les autres dans les moments de perte, pour mobiliser leurs collectifs par tous les moyens, afin de faire ce qu'elles pouvaient pour leurs membres, ont montré pourquoi les sociétés doivent apprendre à valoriser les travailleuses et à donner la priorité à leurs voix. Il n'y aura pas de reprise autrement.

Il y a un quart de siècle, lors de la création de WIEGO, très peu de personnes s'intéressaient à l'économie informelle. Nous avons fait un long chemin depuis. Cette année, nos leaders des travailleuse·eur·s ont fait l'objet d'articles dans les principaux médias et ont été invité·e·s à s'exprimer devant des publics politiques dans le monde entier. Les membres de notre réseau ont travaillé ensemble pour définir des positions politiques communes et ont assisté à leur adoption. Il existe une sensibilité plus marquée à la nécessité d'une protection sociale universelle et à son importance particulière pour les travailleuse·eur·s de l'informel. La mobilisation des membres du réseau WIEGO en vue de la discussion générale de la CIT sur la protection sociale est une autre avancée significative dans notre lutte pour les droits, la reconnaissance et la représentation. Nous avons fait des progrès tangibles depuis le début de la crise et nous gagnons chaque jour en force et en qualité.

Maintenant que nous recommençons à nous rencontrer en personne, nous apprécions davantage les liens que nous partageons. Bientôt, nous nous réunirons lors de notre huitième Assemblée générale pour affirmer notre orientation stratégique et notre engagement envers notre mission commune. Nous espérons que ce moment de renouveau et de célébration nous permettra d'approfondir les liens avec nos membres, nos partenaires et nos alli·e·s.

Mirai Chatterjee

Mirai Chatterjee Présidente du Conseil d'administration, WIEGO
Octobre de 2022





Sally Roever,
Coordinatrice internationale

Après avoir répondu aux besoins urgents des travailleuse-eur-s et de leurs organisations, nous avons adopté cette année de nouvelles méthodes de travail et nous avons redoublé nos efforts pour faire entendre la voix des travailleuse-eur-s dans les débats sur la reprise économique. La visibilité croissante de notre réseau dans ces débats a contribué à faire bouger les choses de manière significative, à un moment important.

Notre réseau a fait entendre une voix unie lors des discussions sur la protection sociale à la Conférence internationale du Travail, en plaidant pour une représentation directe des organisations de travailleuse-eur-s de l'informel et en soulignant les besoins des travailleuse-eur-s indépendant-e-s. Un plaidoyer sans relâche et des interventions directes de la part des représentant-e-s de notre réseau ont abouti à un document final qui nomme les travailleuse-eur-s de l'informel et qui façonnera dans le monde entier les actions en matière de protection sociale dans les années à venir. D'autres interventions stratégiques en faveur de la protection sociale ont suivi plus tard cette année, notamment un nouveau projet remettant en cause les orthodoxies économiques qui sapent la protection sociale universelle.

Le travail de réponse à la pandémie que nous avons commencé l'année dernière avec nos membres et partenaires a abouti à la diffusion de données pertinentes et récentes quant à l'impact de la COVID-19 sur les différents secteurs de l'informel. La pandémie et ses effets ayant évolué de manière différente selon les pays et les continents, notre recherche a retracé les voies d'impact pour les différents groupes de travailleuse-eur-s, en montrant comment elles-ils ont fait face à la perte de leurs moyens de subsistance et aux

déplacements et en identifiant leurs priorités pour la reprise. Les résultats ont servi dans des forums de dialogue pour informer les approches de reprise du gouvernement.

En novembre, la pertinence du réseau WIEGO pour l'avenir du travail a été reconnue par une subvention sur cinq ans de 25 millions de dollars américains de la Fondation Ford. La subvention permettra d'assurer la durabilité du mouvement à mesure que WIEGO et la Fédération internationale des travailleurs domestiques, HomeNet International, StreetNet International et l'Alliance mondiale des récupératrice-eur-s solidifient les structures de gouvernance, renforcent les capacités pour les fonctions essentielles et soutiennent stratégiquement les affilié-e-s. La croissance et le renforcement de nos réseaux sont évidents, car nous faisons entendre notre voix dans les espaces internationaux qui façonnent les possibilités d'un avenir du travail plus juste. L'un des nombreux exemples est survenu début mars, lorsque nos efforts pour soutenir les récupératrice-eur-s de matériaux ont abouti à une résolution environnementale des Nations unies mentionnant pour la première fois les récupératrice-eur-s de l'informel.

Ce travail s'est accompagné d'un processus d'examen stratégique interne, destiné à étayer notre prochain plan quinquennal. Au début de l'année, nous avons défini huit questions stratégiques liées à notre portée et à notre orientation, qui nous ont permis d'explorer et de définir les priorités de WIEGO pour l'avenir. Nous avons entamé un processus de consultation approfondi en nous appuyant sur les points de vue de notre équipe, du Conseil d'administration, des membres institutionnels et individuels, et des parties intéressées externes. Les plans stratégiques quinquennaux qui en résultent seront examinés lors de notre huitième Assemblée générale, qui se tiendra au Mexique en novembre 2022.

Nous tenons, comme toujours, à exprimer notre gratitude à notre équipe, nos membres, nos partenaires et nos allié-e-s dans la lutte pour un monde du travail juste et inclusif.

Dre Sally Roever Coordinatrice internationale, WIEGO

Octobre de 2022



WIEGO fête ses 25 ans

L'année précédant la formation de WIEGO en 1997, la Convention de l'OIT sur le travail à domicile (C177) a été adoptée et ce fait marquant a jeté les bases de la naissance de WIEGO. Les statistiques qui ont contribué au processus de plaidoyer au niveau mondial ont été fournies par des fondatrice·eur·s qui jouent toujours un rôle clé dans le travail de recherche de WIEGO.

Si WIEGO dépasse aujourd'hui de loin les attentes de ses fondatrice·eur·s, le soutien mutuel qui a marqué notre fondation est là depuis le début. Le mouvement des travailleuse·eur·s à domicile, par le biais de l'Association des femmes indépendantes (SEWA), a joué un rôle essentiel dans notre formation. Le réseau WIEGO s'est développé à partir des 10 spécialistes de l'économie informelle qui se sont réuni·e·s en 1997 pour devenir un mouvement englobant WIEGO, la Fédération internationale des travailleurs domestiques, HomeNet International, StreetNet International et l'Alliance mondiale des récupératrice·eur·s. WIEGO est maintenant une équipe de 74 personnes et les membres institutionnels de notre réseau représentent plus de 5 millions de personnes dans 94 pays. Les activités directes de WIEGO ont lieu dans près de 60 pays sur six continents.

Le groupe fondateur était constitué par :

- Ela Bhatt (SEWA)
- Renana Jhabvala (SEWA)
- Marty Chen (Université de Harvard)
- Marilyn Carr (UNIFEM)
- Grace Bediako (Division de statistique du Secrétariat de l'ONU)
- Jacques Charmes (Institut français de recherche pour le développement)
- Maxine Olson (UNIFEM)
- William « Biff » Steel (Banque mondiale)
- Jane Tate (HomeNet)
- S.V. Sethuraman (OIT)



En 1997, ces spécialistes partageaient une préoccupation : les statistiques officielles n'étaient pas représentatives et les décideuse·eur·s politiques ne comprenaient pas suffisamment la contribution des travailleuse·eur·s de l'informel, en particulier des travailleuses, aux économies nationales. En conséquence de quoi, peu d'attention était accordée à la manière dont les politiques affectaient les travailleuses ou à la façon dont leur situation pouvait être améliorée. Le groupe a envisagé un projet de collaboration visant à promouvoir une meilleure compréhension et appréciation des travailleuses de l'informel. Le projet visait à promouvoir l'amélioration de la recherche et la comptabilité statistiques, le renforcement des organisations et des réseaux, ainsi que des politiques et des programmes de soutien aux travailleuses de l'informel. Les fondatrice·eur·s ont baptisé le projet « Femmes en Emploi Informel : Globalisation et Organisation » (ou WIEGO pour faire court).



Faits saillants du parcours vers le 25e anniversaire

Voici quelques-uns des faits saillants au niveau mondial qui ont marqué les 25 ans du réseau. Pour un aperçu plus complet, y compris les étapes et les victoires nationales et régionales en matière d'organisation, consultez wiego.org/fr/nouvelles/wiego-fete-ses-25-ans.



1997

Fondation de WIEGO



En avril 1997, un groupe de 10 spécialistes de l'économie informelle – organisatrice·eur·s, chercheuse·eur·s, statisticien·ne·s et praticien·ne·s – s'est réuni pour élaborer un projet de collaboration en faveur des travailleuses de l'informel.

2002

Fondation de StreetNet International, publication des statistiques sur l'emploi informel par WIEGO et l'OIT



StreetNet International a été fondé en Afrique du Sud en novembre 2002, avec le soutien de SEWA et WIEGO. Grâce à sa constitution, StreetNet International veille à ce que les vendeuses de rue soient représentées dans tous les événements et les structures de leadership. La même année, WIEGO et l'OIT ont collaboré pour publier *Femmes et hommes de l'économie informelle : un panorama statistique*, qui rassemble pour la première fois les données nationales disponibles sur l'emploi informel.



2003

Organisation des travailleuse-eurs de l'informel



WIEGO et une coalition de syndicats et d'organisations, dont le Congrès des syndicats du Ghana, HomeNet-Thaïlande, le Congrès du travail du Nigéria, SEWA et StreetNet International, se sont réunis à Ahmedabad, en Inde, pour discuter de l'organisation des travailleuse-eurs de l'informel. WIEGO a ensuite soutenu des conférences mondiales pour organiser les récupérateur-eur-s de matériaux, les travailleuses domestiques et les travailleuse-eur-s à domicile en 2008, 2011 et 2015, respectivement.

2009

Étude mondiale sur l'impact de la crise économique sur les travailleuse-eur-s



En 2009 et 2010, WIEGO a mené une étude sur l'impact de la crise économique mondiale sur les travailleuse-eur-s en milieu urbain, réalisée par des organisations de travailleuse-eur-s de l'informel dans une douzaine de villes de pays à revenu faible ou intermédiaire. S'appuyant sur cette expérience, WIEGO a mené une autre étude mondiale à travers 12 villes en 2020-2021 pour comprendre les impacts de la pandémie de la COVID-19 sur les travailleuse-eur-s de l'informel.

2011

Adoption de la Convention 189 sur le travail décent pour les travailleuses domestiques



En juin 2011, après une campagne de cinq ans, la Conférence internationale du Travail a adopté la Convention 189 sur le travail décent pour les travailleuses domestiques. La Convention exige que les travailleuses domestiques soient reconnues comme des travailleuses ayant droit aux mêmes protections que les autres travailleuse-eur-s.

2013

Fondation de la Fédération internationale des travailleurs domestiques



En octobre 2013, le Réseau international de travailleuses domestiques s'est transformé en une fédération officielle lors de son congrès fondateur en Uruguay. Au Congrès, WIEGO a facilité la ratification de la Constitution et l'élection des leaders.



2015

Adoption de la Recommandation 204 de l'OIT sur la formalisation



La Recommandation 204 de l'OIT sur la transition de l'économie informelle à l'économie formelle, qui constitue un jalon historique, contient de nombreuses dispositions pour lesquelles les leaders des travailleuse·eur·s de l'informel et WIEGO ont plaidé pendant plus de trois ans. Il s'agit notamment de dispositions reconnaissant que les moyens de subsistance de l'informel doivent être préservés pendant la transition vers la formalité et que les travailleuse·eur·s de l'informel ont besoin d'un accès réglementé à l'espace public et aux ressources naturelles pour assurer leur subsistance.

2018

Publication des premières estimations mondiales sur l'emploi informel



Le programme de Statistiques de WIEGO a collaboré avec l'Organisation internationale du Travail pour élaborer les toutes premières estimations mondiales sur l'emploi informel. En 2018, la recherche a été publiée par l'OIT dans *Femmes et hommes de l'économie informelle : un panorama statistique* (3e édition) et résumée par WIEGO dans *Femmes et hommes de l'économie informelle : note d'information statistique*.

2021

Lancement de HomeNet International



Le lancement de HomeNet International en février 2021 a été l'aboutissement de deux décennies de construction organisationnelle. Les organisations de travailleuse·eur·s à domicile de quatre régions ont continué à construire un réseau mondial démocratique et représentatif malgré la pandémie de la COVID-19. WIEGO a soutenu la formation du réseau par le renforcement des capacités, la construction de connaissances, les statistiques et le réseautage.

2022

Reconnaissance des récupérateur·e·s de matériaux dans une résolution environnementale de l'ONU



Les récupérateur·e·s de matériaux de l'informel ont été mentionné·e·s pour la première fois dans une résolution environnementale des Nations unies, lors de la cinquième session de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement au Kenya, du 28 février au 2 mars 2022. Le texte affirme que leur contribution à la collecte, au tri et au recyclage des plastiques dans de nombreux pays est reconnue et appelle également à apprendre des meilleures pratiques provenant de contextes informels et coopératifs.



Travailler pour garantir à des millions de travailleuse·eur·s un siège à la table

Le 16 novembre 2021, la Fondation Ford a annoncé l'octroi d'une subvention de 25 millions USD sur cinq ans au Réseau WIEGO. Un article interactif du Guardian Labs, intitulé « [More Than 2 Billion Workers Make Up the Informal Economy](#) » [Plus de 2 milliards de travailleuse·eur·s constituent l'économie informelle], a accompagné l'annonce afin de souligner la taille et l'importance de l'économie informelle et d'accroître la visibilité des organisations de base (OB) qui luttent pour améliorer les moyens de subsistance des travailleuse·eur·s de l'informel. La nouvelle de ce financement a été couverte par TIME, Fast Company et d'autres médias..

Sarita Gupta, directrice du programme Future of Work(ers) de la Fondation Ford, a déclaré :

« Nous savons qu'il ne peut pas y avoir de reprise mondiale sans les travailleuse·eur·s de l'informel. Cette subvention reconnaît l'importance de veiller à ce que des milliards de travailleuse·eur·s de l'informel aient un siège à la table pour faire entendre leur voix, leurs revendications et leurs besoins aux niveaux national et mondial, afin que les décideuse·eur·s politiques et les chef·fe·s d'entreprise reconnaissent leurs contributions et leur valeur. »



HomeNet International fête son premier anniversaire

Les travailleuse·eur·s à domicile et leurs allié·e·s ont lancé un réseau mondial en février 2021. À l'occasion de son premier anniversaire cette année, HomeNet International s'est officiellement inscrit en tant qu'observateur à la 110e session de la Conférence internationale du Travail. Il s'agit d'un tournant dans la capacité des travailleuse·eur·s à domicile à s'exprimer et à se représenter à la CIT, et dans la visibilité du secteur parmi les gouvernements, les syndicats et les employeuse·eur·s participant à la Conférence.

Le réseau mondial des travailleuse·eur·s à domicile collabore avec WIEGO pour élaborer des notes d'information statistique sur les pays en dehors de l'Asie. L'accent est mis sur les autres régions car le réseau régional est fort et visible, notamment en Asie du Sud. HomeNet International et WIEGO pensent que le fait d'apporter de la visibilité au travail à domicile dans d'autres régions aidera le réseau à construire une solidarité au sein du mouvement.

Bien que la volonté de former un mouvement mondial date de plusieurs décennies et que le travail pour y parvenir ait duré de longues années, la capacité de HomeNet International à célébrer un anniversaire n'a jamais été tenue pour acquise. Comme nous l'a dit Janhavi Dave, coordinatrice internationale de HNI, il existait un réseau international de travailleuse·eur·s à domicile il y a 25 ans, mais il « n'a pas réussi, car, malheureusement, ce n'était pas très démocratique, et beaucoup de nos organisations affiliées l'ont abandonné. »

C'est très différent cette fois, a affirmé Janhavi. « Nous faisons partie de la même famille. Qu'il soit SEWA ou HomeNet de l'Asie du Sud-Est, ou maintenant HomeNet International, ou WIEGO, nous travaillons toutes et tous, main dans la main, dans le but de construire ce mouvement et de le faire progresser. Le partenariat que nous avons forgé – et le processus par lequel nous l'avons construit – en est un très démocratique. »



Des femmes menant le même combat

Les sentiments de Janhavi sont partagés par les autres leaders des organisations mondiales avec lesquelles WIEGO travaille. Elizabeth Tang, secrétaire générale de la FITD, nous a confié : « En faisant partie du réseau WIEGO, nous nous savons dans un mouvement bien plus vaste : une famille beaucoup plus large de travailleuse-eur-s de l'informel, qui sont des femmes, qui mènent le même combat pour la reconnaissance, pour des droits, pour la protection sociale. Nous sommes ensemble avec les travailleuse-eur-s à domicile, les vendeuse-eur-s de rue, les récupératrice-eur-s de matériaux. »

Oksana Abboud, coordinatrice internationale de StreetNet, a déclaré que « WIEGO nous a mis en relation avec des organisations et des institutions dans le même état d'esprit, offrant ainsi un espace pour construire une solidarité internationale entre tout-e-s les travailleuse-eur-s de l'informel. Nous nous servons des recherches et des bases de données de WIEGO dans notre travail de plaidoyer. »

Kabir Arora, qui coordonne l'Alliance des récupératrice-eur-s de matériaux de l'Inde et soutient les actions de l'Alliance mondiale des récupératrice-eur-s en Asie, a décrit le moment où Soledad Mella, présidente de l'Association nationale des récupératrice-eur-s du Chili et représentante de l'Alliance mondiale, est montée sur le podium lors de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (ANUE-5.2) à Nairobi, au Kenya, en février 2022 : « Nous avons réalisé ce pourquoi nous y sommes allé-e-s, nous avons représenté les souhaits et les inquiétudes de millions de récupératrice-eur-s de matériaux. »

Développement du travail intersectoriel

Bien que les programmes de WIEGO visant à soutenir les différents secteurs de travailleuse-eur-s de l'informel soient mis en avant dans ce rapport, notre travail dévient de plus en plus intersectoriel, ce qui renforce la solidarité entre tout-e-s les travailleuse-eur-s de l'informel.

Par exemple, le programme de Statistiques de WIEGO a régulièrement rassemblé des données pour montrer le grand nombre de travailleuse-eur-s de l'informel à travers les secteurs et les pays. Les données entre les mains des travailleuse-eur-s ont contribué à renforcer l'unité et la solidarité. Grâce à une collaboration régionale en cours dans des pays arabes et soutenue par la Fondation Ford, WIEGO, l'OIT, le bureau régional de l'OIT-MENA et la CESAO développent des statistiques sur le travail en mettant l'accent sur l'informel. En 2021, un rapport de projet a évalué les enquêtes sur la population active et les programmes de protection sociale liés à l'emploi dans les pays pilotes (Jordanie, Liban, Maroc et Tunisie) comme base pour développer un questionnaire pour les enquêtes sur les forces de travail. Les tests qualitatifs et quantitatifs du questionnaire seront ensuite menés. Ce projet contribue à améliorer les statistiques sur l'informalité et sur les principaux groupes de travailleuse-eur-s avec lesquels travaille WIEGO. Il facilite également la contribution de la région au Groupe de travail de l'OIT pour la révision des normes statistiques sur l'informalité, dont l'équipe de statistiques de WIEGO est membre.



Un autre exemple d'unité et de solidarité intersectorielles est la [participation](#) de l'Alliance mondiale des récupératrice-eur-s, de HomeNet International, de la FITD et de StreetNet International à la 109e session de la Conférence internationale du Travail en juin 2021, aux côtés de WIEGO et de SEWA. Leur objectif principal était de garantir que les besoins de protection sociale des travailleuse-eur-s de l'informel soient reflétés dans les conclusions adoptées lors de la discussion.

En outre, WIEGO travaille avec l'agence suédoise Sida pour développer des [recherches](#) qui approfondissent le lien entre la protection sociale et la reprise économique et apportent de nouvelles preuves aux débats de longue date. Nous explorons en particulier trois liens : la contribution des dépenses sociales à la reprise économique, le rapport entre la protection sociale et la dynamique du marché du travail et le rôle du capital et des employeuse-eur-s dans le financement de la

protection sociale. Et en collaboration avec le Centre international pour la fiscalité et le développement (ICTD), le projet explore les réalités de la fiscalité du point de vue des travailleuse-eur-s de l'informel.

Le lancement du projet inaugural de l'École WIEGO cette année est le résultat passionnant d'un long processus. L'École est un véritable jalon, puisqu'elle rassemble les secteurs ainsi que nos programmes et nos allié-e-s sont enthousiastes quant à son potentiel. Comme nous a dit Oksana, « WIEGO dispose d'une grande expertise et peut former les travailleuse-eur-s de l'informel aux manières de s'organiser et de mener des négociations. Parallèlement, nous nous rassemblerons pour le bien de l'ensemble de nos groupes de membres, à savoir les travailleuse-eur-s de l'informel. »

Première édition de l'École **WIEGO**





Saisir l'occasion de la COVID-19

La majorité de la population active mondiale – 61 % – travaille de manière informelle et a été touchée de manière disproportionnée par la pandémie et par la crise économique qui l'a accompagnée. Nous saisissons le moment alors que la communauté internationale réfléchit à la manière de reconstruire un monde plus équitable et plus juste.

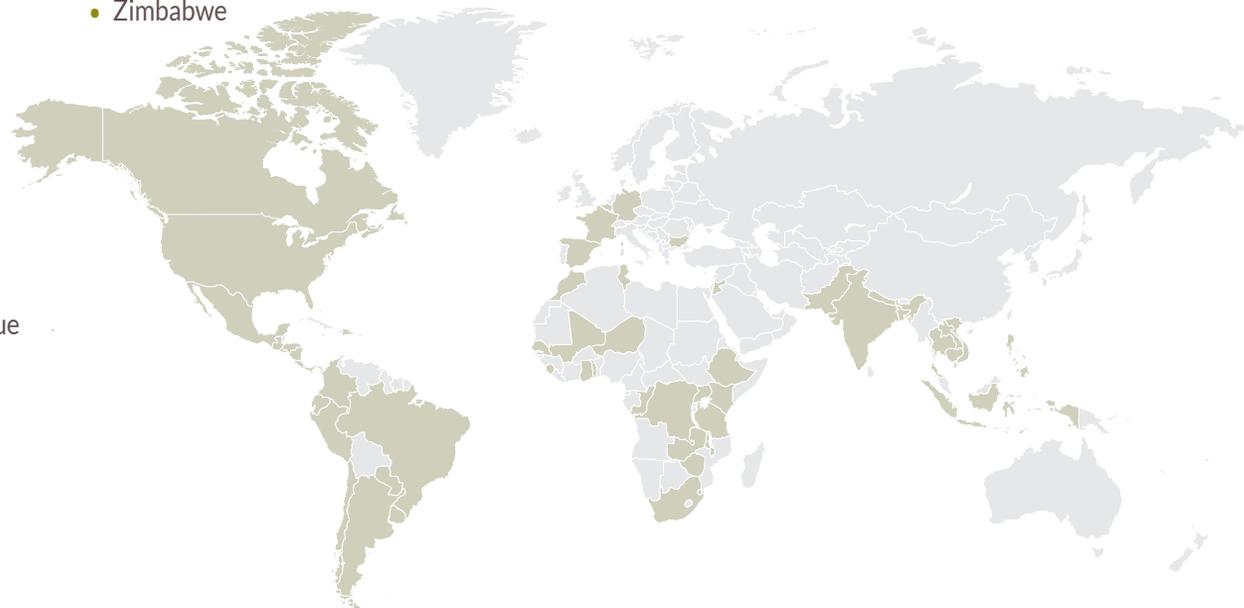
WIEGO, en collaboration avec les organisations de base des travailleuse-eur-s démuni-e-s, a suivi l'[impact de la crise de la COVID-19](#) sur les travailleuse-eur-s de l'informel du monde entier. À la mi-2021, des entretiens ont été réalisés dans 11 villes aux travailleuses domestiques, aux travailleuse-eur-s à domicile, aux vendeuse-eur-s de rue, aux commerçant-e-s de marché et aux récupérateur-eur-s de matériaux qui avaient répondu lors des enquêtes menées à la mi-2020 pour évaluer si elles-ils avaient repris le dessus. Nous avons interrogé des travailleuse-eur-s à Accra (Ghana), Ahmedabad

(Inde), Bangkok (Thaïlande), Dakar (Sénégal), Delhi (Inde), Durban (Afrique du Sud), Lima (Pérou), Mexico (Mexique), Plevén (Bulgarie), New York (États-Unis) et Tiruppūr (Inde). Soixante-dix pour cent des participant-e-s à l'étude étaient des femmes, ce qui reflète largement la répartition des genres dans les quatre secteurs. Les [résultats de la Phase 2021](#) suggèrent que les conséquences économiques de la crise de la COVID-19 restent profondes et persistantes pour les travailleuse-eur-s à la base de l'économie. Le niveau d'endettement imposé aux travailleuse-eur-s signifie que la crise de la COVID-19 est loin d'être terminée. Depuis le début de la pandémie, 52 % des participant-e-s ont puisé dans leur épargne, 46 % ont emprunté de l'argent et 17 % ont vendu ou mis en gage des biens pour subsister. La grande majorité (82 %) des interrogé-e-s qui avaient puisé dans leur épargne depuis le début de la pandémie n'avaient pas été en mesure de la reconstituer à la mi-2021. WIEGO a tiré des [leçons](#) de la pandémie et, avec ses allié-e-s, poursuit avec une vigueur renouvelée son travail de plaidoyer pour une reprise économique juste.



Présence active de WIEGO en 2021-2022*

- Afrique du Sud
- Allemagne
- Argentine
- Bangladesh
- Brésil
- Bulgarie
- Cambodge
- Canada
- Chili
- Colombie
- Costa Rica
- El Salvador
- Équateur
- Espagne
- États-Unis
- Éthiopie
- France
- Ghana
- Guatemala
- Honduras
- Inde
- Indonésie
- Jordanie
- Kenya
- Laos
- Liban
- Malawi
- Maroc
- Mexique
- Népal
- Nicaragua
- Nigéria
- Ouganda
- Pakistan
- Panama
- Paraguay
- Pérou
- République démocratique du Congo
- République dominicaine
- Sénégal
- Sierra Leone
- Tanzanie
- Thaïlande
- Togo
- Tunisie
- Uruguay
- Vietnam
- Zambie
- Zimbabwe



* Les pays où WIEGO compte des membres de l'équipe ou des partenaires clé sont inclus.



Programmes clés de WIEGO

Programme de Statistiques

Le programme de Statistiques collabore avec des spécialistes en statistique publique pour améliorer les méthodes statistiques qui rendront visibles la taille et l'importance de l'économie informelle et la situation de l'ensemble des travailleuse·eur·s de l'informel et pour préparer les données dans des formats accessibles à un grand nombre d'utilisatrice·eur·s.

Programme d'Organisation et représentation

Le Programme d'Organisation et représentation prête main-forte aux organisations des travailleuse·eur·s de l'informel pour qu'elles renforcent leur capacité d'organisation et de direction, connectent entre elles et fassent cause commune avec les allié·e·s dans leur lutte pour améliorer les conditions de travail de leurs membres.

Programme Droit

Le programme Droit œuvre pour la reconnaissance, l'inclusion et la protection des droits et du travail des travailleuse·eur·s de l'informel dans les instruments internationaux, les lois et règlements locaux et nationaux. Il cherche à renforcer la capacité des travailleuse·eur·s de l'informel et de leurs organisations à se servir de la loi pour lutter en faveur de la sécurité des moyens de subsistance et des droits du travail.

Programme de Protection sociale

Les travailleuse·eur·s de l'informel doivent avoir accès à des protections sociales qui les protègent contre les risques qui pèsent sur leurs revenus et les aident à tenir le coup après un événement ou un choc. Le programme de Protection sociale s'engage à aider les travailleuse·eur·s de l'informel à accéder à ces droits.

Programme de Politiques urbaines

S'associant aux leaders des travailleuse·eur·s de l'informel, ainsi qu'à des décideuse·eur·s politiques et à des professionnel·le·s de la gestion urbaine, le programme de Politiques urbaines se met au service des citoyen·e·s démunie·s en les aidant à s'assurer de meilleurs revenus, un lieu de vie et de travail mieux sécurisé et la capacité de négocier des gains durables dans le cadre des politiques et pratiques urbaines.



Soutien de WIEGO aux travailleuses domestiques

Nous vous présentons Norma Palacios

Norma est une des fondatrices et dirigeantes de SINACTRAHO, un syndicat de travailleuses domestiques au Mexique. Elle est travailleuse domestique depuis 27 ans et, bien qu'elle reconnaisse être fatiguée et « avoir des craintes, comme tout autre être humain », elle trouve de la force dans ce mouvement.

SINACTRAHO s'efforce de sensibiliser à la situation économique et professionnelle des travailleuses domestiques et de donner à ses membres les moyens de revendiquer et d'exercer leurs droits en tant que travailleuses.

« La plupart du temps, votre lieu de travail est la maison de l'employeur mais vous pouvez être seule toute la journée et vous n'avez aucun contact avec d'autres personnes auxquelles vous vous identifiez. Nous voyons que les relations peuvent se développer quand, peut-être, les travailleuses domestiques travaillent dans le même bâtiment, quand elles établissent une amitié, mais nous voyons que lorsqu'elles viennent au syndicat, elles deviennent plus fortes. »

Pendant la pandémie de la COVID-19, l'effort historique pour assurer le bien-être à long terme des travailleuses domestiques est devenu encore plus urgent. Outre la défense de la sécurité sociale, le syndicat a offert une assistance juridique aux travailleuses domestiques confrontées à des relations de travail abusives ou licenciées sans justification pendant la crise.

« Faire tout cela pendant la pandémie nous a montré que nous pouvons tout réaliser. Cela m'a aussi beaucoup fortifiée : lorsque nous avons ces rencontres avec les autorités, je sais que nous portons avec nous la voix de nous toutes en tant que travailleuses domestiques [...] Nous devons nous accrocher à toutes ces femmes pour aller de l'avant. »



Comment les programmes de WIEGO soutiennent les travailleuses domestiques

Organisation et représentation

Après avoir développé une boîte à outils sur la Convention 189, WIEGO a facilité la formation aux techniques de négociation pour les organisations de travailleuses domestiques. Les affiliées de la FITD ont partagé leurs expériences lors d'un atelier organisé en novembre 2021 avec l'OIT pour commémorer la C189. À partir d'octobre 2021, les affiliées de la FITD de 10 pays d'Afrique ont participé à une formation en ligne de six mois, préparée par WIEGO, sur le leadership démocratique dans les syndicats. Les participant·e-s ont déclaré que le cours leur a permis de prendre conscience de l'importance de comprendre et de mettre en œuvre les statuts de leurs syndicats et de les réviser de manière appropriée pour répondre à la situation des travailleuses domestiques.

Statistiques

La contribution unique du Programme de statistiques est d'améliorer l'identification des travailleuses domestiques – et des travailleuse·eur·s à domicile, des vendeuse·eur·s de rue, des commerçant·e-s de marché et des récupérateur·e-s de matériaux – dans les statistiques officielles et de préparer des statistiques sur ces groupes dans des formats accessibles à l'usage des organisations de base, des réseaux mondiaux de travailleuse·eur·s de l'informel et des défenseur·e-s de politiques alié·e-s. Le travail international en matière de statistiques permet d'élaborer des notes d'information statistique mondiales, comme celle de l'OIT, de WIEGO et de la FITD sur [les travailleuses domestiques](#). Ce programme alimente également la préparation par WIEGO de notes d'information sur l'informel aux niveaux municipal, urbain et national. Les notes pour le Chili et le Sénégal comprennent des informations sur les tendances de chaque groupe, y compris les travailleuses domestiques, et facilitent le travail pour améliorer la situation de ces travailleuse·eur·s.



Droit

Dans le but d'autonomiser juridiquement les travailleuses domestiques afin qu'elles puissent exercer leurs droits et réagir aux violations commises par les employeuse·eur·s, WIEGO a organisé cette année des réunions avec des organisations de travailleuse·eur·s en Tanzanie et en Afrique du Sud. Parmi les difficultés rencontrées par les travailleuses domestiques, figurent une connaissance limitée de la législation, un accès limité aux services juridiques, une protection juridique inégale, le non-respect de la législation par les employeuse·eur·s, la difficulté à s'organiser et une mauvaise mise en œuvre de la législation. Le travail d'autonomisation juridique de WIEGO vise à former les travailleuses domestiques aux questions juridiques, afin d'améliorer leur accès à la justice. Ce programme donne aux travailleuses domestiques les moyens de connaître et d'utiliser la loi en les dotant de connaissances juridiques et de compétences en matière de négociation et de médiation. Son but est de briser les obstacles à l'accès à la justice, notamment la relation hiérarchique entre les juristes et les travailleuse·eur·s pouvant les empêcher de demander réparation. Par la suite, le travail avec les affiliées de la FITD permettra de développer, grâce au modèle de formation des formatrices, une culture d'autonomisation juridique au sein de leurs organisations, afin que toutes les membres soient en mesure de connaître, d'utiliser et de façonner la loi pour protéger leurs droits.

Protection sociale

Avec la FITD, WIEGO a produit une [série de notes d'information sur des politiques](#) sur les travailleuses domestiques et la protection sociale en Asie du Sud. Ces notes ont examiné les obstacles que rencontrent les travailleuses domestiques pour accéder à la protection sociale et aux services publics, ainsi que les coûts qu'elles assument pour accéder à ces services. Par exemple, des travailleuses domestiques en Inde ont déclaré qu'elles devaient payer l'équivalent de trois semaines de salaire pour se rendre dans un centre de soins. Environ 70 % des travailleuses ont déclaré avoir dû emprunter de l'argent pour financer leur dernière visite médicale. Au Tamil Nadu, les travailleuses domestiques ont déclaré qu'elles ne connaissent pas leurs droits, qu'elles ne disposent pas des documents nécessaires à leur enregistrement et que les travailleuses migrantes sont exclues des dispositions relatives à la protection sociale. Pour une travailleuse domestique typique dans notre enquête, faire une demande de prestation de sécurité sociale coûte 1,5 fois son salaire hebdomadaire. Les organisations de travailleuses domestiques d'Asie du Sud utilisent cette recherche pour leurs activités d'organisation et de plaidoyer au niveau local.

Politiques urbaines

L'[Étude sur la crise de la COVID-19 et l'économie informelle](#) de WIEGO a examiné les difficultés des travailleuse·eur·s, les pertes d'emploi et l'incapacité à récupérer les revenus à la mi-2021. L'étude a montré que, parmi les travailleuses domestiques, celles « non logées » [chez l'employeuse·eur] étaient plus susceptibles de perdre leur emploi et avaient du mal à en retrouver un, tandis que les travailleuses domestiques « logées » luttait contre la détérioration de leurs conditions de travail. Les deux types de travailleuses domestiques ont signalé un affaiblissement de leur pouvoir de négociation face aux employeuse·eur·s. À Mexico, SINACTRAHO, le syndicat national des travailleuses domestiques, a utilisé les résultats de l'étude sur l'insécurité alimentaire et la perte de revenus pour engager le Congrès mexicain sur les revendications de longue date des travailleuses domestiques.



Soutien de WIEGO aux travailleuse·eur·s à domicile

Nous vous présentons Janhavi Dave

« Le mouvement des travailleuse·eur·s à domicile a eu beaucoup de moments de fierté », déclare Janhavi, coordinatrice internationale de HomeNet International, qui a été lancé en février 2021.

Un de ces moments a eu lieu en 1996, quand la Convention de l'OIT sur le travail à domicile (C177) a été adoptée. « WIEGO a vraiment soutenu la réalisation de cette Convention, en élaborant des statistiques pour épauler le processus de plaidoyer au niveau mondial, ce qui a porté des fruits extraordinaires. » Depuis, l'engagement de WIEGO à soutenir le mouvement des travailleuse·eur·s à domicile perdure.

La crise de la COVID-19 a entraîné l'expansion de ce secteur, tant en termes de nombre que de régions et de domaines d'activité, a expliqué Janhavi, notant que peu avant la pandémie, une [étude](#) de WIEGO a révélé qu'il y avait 260 millions de travailleuse·eur·s à domicile dans le monde.

« Et on parle à présent d'un quasi doublement de ce chiffre. Avant, c'étaient les travailleuse·eur·s à domicile dans un sens plus traditionnel qui étaient sur toutes les lèvres – les artisan·e·s ou les femmes qui brodent, cousent et fabriquent des paniers –, mais on parle aujourd'hui de travailleuse·eur·s à domicile dans tous les secteurs d'activité, y compris dans l'économie à la tâche, le télémarketing et le marketing en ligne. »

Même si le secteur des travailleuse·eur·s à domicile va très probablement croître au cours des prochaines décennies, sa visibilité ne le suivra pas, selon Janhavi. Mais il y a une tendance encourageante : les syndicats s'intéressent de plus en plus à ce type de travail informel.

« Je vois aussi beaucoup d'entre nous se donner la main et collaborer pour organiser les travailleuse·eur·s à domicile. »



Comment les programmes de WIEGO soutiennent les travailleuse·eur·s à domicile

Organisation et représentation

WIEGO continue de soutenir la gouvernance de HNI et plusieurs initiatives de travailleuse·eur·s à domicile en Afrique et en Amérique latine. La Plate-forme régionale africaine des organisations de travailleuse·eur·s à domicile progresse vers l'adoption d'une constitution et COTRADO-ALAC – un réseau en Amérique latine et aux Caraïbes – est en passe de devenir une organisation enregistrée. Le programme d'Organisation et représentation soutient ces processus régionaux ainsi que les activités d'organisation des travailleuse·eur·s à domicile dans cinq pays d'Amérique latine et cinq pays d'Afrique.

Statistiques

En collaboration avec HomeNet de l'Asie du Sud, le programme de Statistiques a préparé cette année une note d'information statistique sur le [Népal](#) pour compléter une série de quatre notes sur les travailleuse·eur·s à domicile qui incluent aussi le Bangladesh, l'Inde et le Pakistan. Nous avons également préparé des notes d'information aux niveaux municipal, urbain et national sur les travailleuse·eur·s à domicile et d'autres groupes pour le [Chili](#) et le [Sénégal](#). Jusqu'à présent, le Sénégal avait peu de publications sur l'emploi informel. De même, des progrès significatifs ont été réalisés dans la rédaction de notes d'information pour le Brésil et le Pérou (sur les travailleuse·eur·s à domicile, les travailleuses domestiques, les commerçant·e·s de marché, les vendeuse·eur·s de rue et les récupérateur·rice·eur·s de matériaux) avec des données municipales, urbaines et nationales.



Droit

Le plaidoyer pour l'inclusion des travailleuse·eur·s non salarié·e·s dépendant·e·s à domicile dans la législation sur la chaîne d'approvisionnement a été une priorité essentielle pour WIEGO en 2021. La publication par la Commission européenne d'un projet de directive sur la diligence raisonnable en matière de durabilité des entreprises a été donc un motif de célébration. Le projet de directive, publié en février 2022, a le potentiel de couvrir l'ensemble des travailleuse·eur·s de la chaîne d'approvisionnement et a donné aux organisations de travailleuse·eur·s non salarié·e·s dépendant·e·s à domicile le sentiment d'avoir enfin été entendues. Les partenaires de la société civile sont maintenant dans la deuxième phase de plaidoyer, alors que l'instrument final est en train d'être négocié.

Protection sociale

En réponse à la demande croissante, WIEGO a développé une série de matériels d'éducation des travailleuse·eur·s sur la protection sociale. Le programme de Protection sociale a élaboré du matériel pour HomeNet International et a organisé des formations sur les bases de la protection sociale pour ses affilié·e·s en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Ces formations ont contribué à la stratégie de HNI en matière de protection sociale. Ce programme a également soutenu HomeNet de l'Asie du Sud-Est dans la mise en place d'un cours sur la protection sociale, développé à l'origine par le Centre asiatique de surveillance des ressources (AMRC). Ces expériences viendront étayer un ensemble plus large de ressources d'éducation des travailleuse·eur·s pour l'École WIEGO. En outre, WIEGO a développé une stratégie avec HomeNet de l'Asie du Sud-Est, et en concertation avec StreetNet International, pour établir une relation forte avec la Réunion des haut·e·s fonctionnaires du travail de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ; et ce groupe a confirmé sa participation au dialogue régional de HomeNet de l'Asie du Sud-Est sur la protection sociale.

Politiques urbaines

L'un des principaux objectifs du programme de Politiques urbaines est d'orienter les débats sur la reprise économique et de mettre en avant les besoins des travailleuse·eur·s de l'informel par le biais de recherches rigoureuses. Les organisations de travailleuse·eur·s partenaires dans l'Étude sur la crise de la COVID-19 et l'économie informelle menée par WIEGO se sont servies du processus ainsi que des résultats pour mieux répondre aux besoins de leurs membres. À Bangkok, le travail de terrain de HomeNet Thaïlande a révélé des problèmes urgents et a permis de lancer un ensemble complet de revendications en matière de reprise, une campagne de financement collectif et un service téléphonique d'assistance sanitaire. En mettant l'accent sur le [domicile comme lieu de travail](#), WIEGO travaille avec HomeNet International et ses affilié·e·s pour soutenir leur plaidoyer en faveur de la sécurisation des logements, du zonage à usage mixte et des services d'infrastructure de base.



Soutien de WIEGO aux vendeuse·eur·s de rue et commerçant·e·s de marché

Nous vous présentons Oksana Abboud

« L'année 2022 marque le 20e anniversaire de StreetNet International depuis sa création à Durban, en Afrique du Sud », note Oksana, coordinatrice internationale de StreetNet, l'alliance mondiale des vendeuse·eur·s de rue et de marché.

« WIEGO a joué un rôle clé dans la création de StreetNet. Les leaders de WIEGO ont reconnu à l'époque le besoin urgent d'un cadre international pour unir et soutenir les vendeuse·eur·s de rue du monde entier. »

Face à la croissance rapide de la technologie à l'échelle mondiale, les organisations de vendeuse·eur·s de rue doivent se positionner de manière à en tirer parti grâce à de nouvelles approches et stratégies, explique Oksana.

« Nous pourrions assister à l'intégration des vendeuse·eur·s de rue dans les plateformes numériques, ces travailleuse·eur·s trouvant leur niche en utilisant la technologie au service de la durabilité, du développement et des moyens de subsistance. »



Elle considère qu'il pourrait y avoir un changement, le secteur obtenant davantage de reconnaissance et de respect pour les droits humains et les droits du travail des travailleuse·eur·s, ainsi que pour leur rôle d'acteurs économiques. StreetNet se développe en repoussant ses frontières et en attirant de nouveaux membres, et WIEGO donne au mouvement une reconnaissance et une confiance au niveau international et à d'autres niveaux, dit-elle.

« Faire partie d'un réseau mondial pour les personnes vulnérables, pour celles qui ne sont pas reconnues, d'un réseau aussi respecté, avec un degré d'organisation élevé, cela compte. WIEGO nous donne des moyens d'action et nous rassemble davantage. Nous nous sentons membres d'une grande famille. »



Comment les programmes de WIEGO soutiennent les vendeuse·eur·s de rue et les commerçant·e·s de marché

Organisation et représentation

La mise en œuvre de la Recommandation 204 de l'OIT sur la transition de l'économie informelle à l'économie formelle est une priorité permanente de WIEGO. Par cet esprit, cinq villes de deux provinces d'Afrique du Sud ont établi une relation formelle entre les représentant·e·s des vendeuse·eur·s de rue et les fonctionnaires de la municipalité. En octobre 2021, les deux parties ont tenu un dialogue politique au cours duquel des lignes directrices sur l'espace public ont été définies ; elles ont aussi signé une déclaration commune d'engagement en faveur d'interventions pratiques visant à améliorer les conditions de travail des vendeuse·eur·s. Cette réussite et d'autres, dans lesquelles WIEGO a joué un rôle clé, ont suscité une plus grande couverture médiatique et donné lieu à des changements significatifs dans les conditions matérielles des travailleuse·eur·s.

Statistiques

Le programme a préparé des notes d'information aux niveaux municipal, urbain et national sur les principaux secteurs, y compris celui des vendeuse·eur·s de rue et des commerçant·e·s de marché, pour le Chili et le Sénégal. La [note d'information sur le Chili](#) a été présentée aux représentant·e·s des syndicats et des fédérations des vendeuse·eur·s de rue, des récupérateur·ice·s de matériaux, des travailleuses domestiques et des travailleuse·eur·s à domicile, au Centre des travailleuse·eur·s uni·e·s du Chili et à un·e représentant·e du ministère du Travail et de la Prévoyance sociale de la région métropolitaine. Les organisations des travailleuse·eur·s ont constaté combien il est important de disposer de statistiques pour leur plaidoyer et pour gagner en visibilité.



Droit

Le [Projet de justice administrative](#) de WIEGO vise à fournir aux personnes travaillant dans l'espace public les connaissances et les compétences nécessaires pour défendre leurs droits contre les violations commises par les autorités publiques, ainsi que la capacité de revendiquer l'accès et la participation significative à la législation et aux processus d'élaboration des politiques. Au Sénégal et au Ghana, le programme Droit a cartographié les institutions et les parties intéressées impliquées dans la réglementation et la gestion de l'espace public. Elle a également interrogé les autorités publiques et les vendeuse·eur·s pour évaluer les réglementations qui régissent l'accès à l'espace et leur mise en œuvre sur le terrain. Le thème de l'étude était la loi et la distribution du pouvoir et des droits dans l'espace urbain, vue depuis la position avantageuse des vendeuse·eur·s de rue et de marché. De même, l'[analyse](#) réalisée par WIEGO sur la COVID-19 dans sept pays d'Asie montre que les lois et les politiques ne reconnaissent pas les commerçant·e·s de l'informel comme des acteurs économiques légitimes ou le rôle que jouent les vendeuse·eur·s d'aliments de l'informel dans la promotion de la sécurité alimentaire. Et les conclusions de l'analyse par WIEGO des lois adoptées en pandémie pour réglementer l'emploi informel dans 16 pays d'[Amérique latine](#) sont similaires.

Protection sociale

En réponse aux besoins croissants révélés par la crise de la COVID-19, le programme de Protection sociale a étendu cette année son plaidoyer régional pour la protection des revenus. L'adoption du Protocole de l'Union africaine sur la protection sociale, en février 2022, a été un motif de célébration, car WIEGO a travaillé avec des partenaires, dont StreetNet International, pour s'assurer que cet instrument juridiquement contraignant fasse directement participer les travailleuse·eur·s de l'informel à l'élaboration des politiques, entre autres revendications. Le fait que l'Union africaine dispose désormais d'un seul instrument contraignant qui aborde une vaste série de questions relatives à la protection sociale donne une orientation plus claire au plaidoyer régional. Toujours en Afrique, une victoire remarquable pour les vendeuse·eur·s de rue et autres travailleuse·eur·s de l'informel opérant dans l'espace public a été remportée lorsque l'Association sud-africaine des gouvernements locaux (SALGA) s'est inspirée du travail de WIEGO sur la garde d'enfants avec [Asiye eTafuleni](#) pour inclure des dispositions relatives à la garde d'enfants dans ses Directives sur le commerce dans l'espace public, 2021-2026.

Politiques urbaines

Le programme de Politiques urbaines a travaillé cette année pour garantir des pratiques et des politiques de planification inclusives dans une série de contextes et de pays. À [New York](#), le programme s'est associé au Street Vendor Project dans le cadre de l'Étude de l'impact de la COVID-19 et, ensemble, ils ont identifié des leçons sur le plaidoyer qui ont une portée mondiale. Par ailleurs, le travail de WIEGO dans l'expérimentation au niveau local de la planification et de la conception urbaines et des cadres juridiques a été exposé dans le rapport Gold VI de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), qui fait état des [innovations en matière de commerce dans l'espace public](#) à Durban, en Afrique du Sud, et à Delhi, en Inde, ainsi que du [dialogue social institutionnalisé](#) à Lima, au Pérou.



Soutien de WIEGO aux récupératrice·eur·s de matériaux

Nous vous présentons Coura Ndiaye

Coura est un leader honoraire parmi les récupératrice·eur·s de déchets de la décharge de Mbeubeuss, à environ 30 kilomètres de Dakar, capitale du Sénégal. Les gens l'appellent souvent « Mère Coura » en signe de respect pour son âge et le nombre d'années où elle a travaillé comme récupératrice de déchets.

En 2000, Coura a rejoint l'Association des récupératrice·eur·s de déchets de Mbeubeuss, connue sous le nom de Bokk Diom, et elle a ensuite présidé cette association. Elle croit fermement à l'importance de s'organiser – en particulier pour les femmes – afin de défendre les moyens de subsistance des récupératrice·eur·s de déchets et d'améliorer leurs conditions de travail.

Ceci est d'autant plus nécessaire que le gouvernement a jusqu'à présent refusé d'inclure les récupératrice·eur·s dans son projet actuel de gestion des déchets solides, ou au moins de garantir leurs moyens de subsistance, explique Coura. La restructuration de la décharge menée par l'agence de gestion des déchets affecte les conditions de travail et la sécurité des récupératrices.

« Par exemple, la route qu'ils ont construite pour accéder à la plateforme, cette route est la cause des inondations. Comme cette route est très haute, s'il pleut, ça s'écoule directement vers nous. »

Selon elle, Bokk Diom doit devenir plus forte et améliorer la communication entre ses leaders et ses membres pour relever les défis et répondre aux besoins. Les récupératrice·eur·s de déchets ont également besoin de l'aide de l'agence gouvernementale de gestion des déchets pour améliorer leurs conditions de travail dans la décharge, ce qui augmenterait leurs revenus, ajoute Coura.



« L'État devrait nous aider et non l'inverse. Nous sommes arrivé·e·s en premier dans cette décharge et nous sommes les plus légitimes à en bénéficier. »



Comment les programmes de WIEGO soutiennent les récupérateur·e·s de matériaux

Organisation et représentation

Le programme d'Organisation et représentation a soutenu les progrès vers la création d'une organisation mondiale de récupérateur·e·s de matériaux cette année, en concluant par des discussions en cours sur un projet de Constitution et des discussions sur les enjeux contribuant à construire un sentiment d'objectif commun. Au début de l'année 2022, WIEGO a coordonné une délégation d'organisations de base de récupérateur·e·s de matériaux pour participer à l'Assemblée des Nations Unies sur l'environnement à [Nairobi, au Kenya](#), afin de soutenir un traité mondial sur les plastiques. Une victoire importante a été remportée lorsque la résolution ANUE-5.2 a reconnu les récupérateur·e·s de matériaux comme des acteurs du recyclage des plastiques dans un cadre informel et coopératif. Les représentant·e·s des récupérateur·e·s de matériaux porteront leurs revendications à la prochaine réunion du Comité intergouvernemental de négociations sur la pollution plastique. Le programme d'Organisation et représentation s'est également consacré à donner aux organisations de base les moyens d'engager les gouvernements et le secteur privé sur l'adoption de politiques et de réglementations en matière de la Responsabilité élargie des producteurs. En Afrique du Sud, cela a conduit à un accord de principe sur le paiement aux récupérateur·e·s de matériaux pour leurs services environnementaux.

Statistiques

Le recensement des récupérateur·e·s de matériaux par le biais d'enquêtes nationales pose des problèmes particuliers, mais ces données constituent quand même un point de départ utile. *Les récupérateur·e·s de matériaux au Brésil : un profil statistique* ([note d'information statistique de WIEGO n° 29](#)), publiée en anglais et en portugais en novembre 2021, présente des statistiques sur l'étendue du secteur



des récupérateur·e·s de matériaux dans le pays, les zones urbaines et les grandes villes, ainsi que sur les caractéristiques et les conditions de travail de ce groupe. Ce programme travaille avec l'équipe de WIEGO et les membres de la communauté des récupérateur·e·s pour améliorer les méthodes de collecte de données sur ces travailleuse·eur·s.

Droit

Dans le cadre du projet « [Récupérateur·e·s de matériaux et droits humains](#) », WIEGO et ses partenaires ont adressé une pétition à la Commission interaméricaine des droits humains pour que les travailleuse·eur·s de l'informel bénéficient du droit au travail et pour une audience thématique sur les violations des droits commises à l'encontre des récupérateur·e·s dans sept pays d'Amérique latine. Bien que l'audience n'ait pas été accordée, l'équipe a été invitée à rencontrer les commissaires et demandera à nouveau une audience. Ce programme a renforcé les capacités des récupérateur·e·s pour leur permettre de présenter leurs arguments devant la commission et la collaboration se poursuit. De même, le volet sur la justice administrative met davantage l'accent sur la R204, qui propose un modèle complet de formalisation reconnaissant les contributions socio-économiques des travailleuse·eur·s de l'informel et encourageant l'adoption de cadres réglementaires et de stratégies favorables qui donnent la priorité à leurs besoins. La phase suivante adopte une approche intersectorielle forte, impliquant les organisations de récupérateur·e·s de matériaux qui partagent la lutte pour l'accès et l'utilisation significative de l'espace public.

Protection sociale

Avec le soutien de WIEGO, le Mouvement des travailleuse·eur·s exclu·e·s (MTE), membre de l'Union des travailleuse·eur·s de l'économie populaire (UTEP) en Argentine, a développé un [programme innovant](#) via ses centres de garde d'enfants et d'activités extrascolaires pour soutenir les enfants qui ont subi des abus pendant les périodes d'isolement social obligatoire dû à la COVID-19. L'UTEP-MTE a pu adapter rapidement ses services de garde d'enfants pour répondre aux besoins des récupérateur·e·s de matériaux, des vendeuse·eur·s de rue, des travailleuse·eur·s de l'industrie du vêtement et des travailleuse·eur·s communautaires représenté·e·s dans le syndicat.

Politiques urbaines

Grâce au projet [CataSaúde Viraliza](#) au Brésil, WIEGO a renforcé la capacité des travailleuse·eur·s à réduire les risques et à garantir les gains. À la fin du mois de juillet 2021, plus de 400 récupérateur·e·s de matériaux avaient terminé le projet de renforcement des capacités en ligne qui visait à leur permettre de mieux comprendre les conditions du travail décent et les protocoles de santé et de sécurité. Les cinq régions du Brésil y étaient représentées. Le projet CataSaúde Viraliza s'est concentré sur le renforcement des alliances avec les récupérateur·e·s de matériaux organisé·e·s et non organisé·e·s, en s'appuyant sur l'expertise de multiples partenaires et chercheuse·eur·s activistes. Pour plusieurs de ces partenaires, c'était la première fois que leur collaboration contribuait à rapprocher les points de vue des deux groupes de récupérateur·e·s de matériaux. À Belo Horizonte, WIEGO a célébré les 10 ans du projet [Genre et Déchets](#) avec le lancement d'un [livre électronique](#) où les femmes leaders de la récupération de matériaux ont réfléchi aux résultats obtenus grâce à la sensibilisation au genre dans le Mouvement national des récupérateur·e·s de matériaux (MNCR) et les coopératives locales.



Soutien des équipes Villes Focales de WIEGO aux travailleuse·eur·s de l'informel

L'approche des Villes focales de WIEGO soutient les organisations de travailleuse·eur·s de l'informel, de sorte qu'elles puissent s'engager auprès des agents de l'État et s'assurer des lois et des réglementations plus inclusives, de meilleurs services urbains et une voix dans les processus de planification urbaine et d'élaboration des politiques. Les cinq Villes focales de WIEGO sont : Accra (Ghana), Dakar (Sénégal), Delhi (Inde), Lima (Pérou) et Mexico (Mexique).



Accra, Ghana L'équipe collabore avec les **commerçant·e·s de marché**, les **vendeuse·eur·s de rue**, les **recupératrice·eur·s de matériaux** et les **porteuses de marché**.

À Accra, le travail de l'équipe Villes focales s'est concentré sur l'obtention de [directives](#) nationales progressistes en matière de garde d'enfants. Elles ont été élaborées par le biais d'un processus participatif qui a rassemblé des parents d'enfants en garderies sur les marchés, des représentant·e·s d'organisations du commerce informel, des travailleuse·eur·s du secteur de la garde d'enfants, des fonctionnaires des ministères délégués de la Sécurité sociale et de l'Enfance, un·e urbaniste, un·e expert·e en soins

et développement de la petite enfance et un·e consultant·e juridique. Ces directives, qui intègrent les préoccupations des travailleuse·eur·s de l'informel, comblent une lacune du cadre réglementaire ghanéen concernant les garderies sur les marchés. Le commerce de marché représente 40 % de l'[emploi des femmes](#) dans le Grand Accra et dans le Ghana urbain.





Dakar, Sénégal L'équipe collabore avec les **commerçant·e·s de marché**, les **vendeuse·eur·s de rue**, les **vendeuse·eur·s de repas** et les **récupératrice·eur·s de déchets**.

Le travail de WIEGO à Dakar pour soutenir les récupératrice·eur·s de déchets de la décharge de Mbeubeuss se concentre de plus en plus sur la promotion d'une transition juste qui garantirait leurs moyens de subsistance alors que le gouvernement met en œuvre un projet financé par la Banque mondiale pour restructurer la décharge dans le but de la fermer – la Promotion de la gestion intégrée et de l'économie des déchets solides (PROMOGED). En collaboration avec la Confédération nationale des travailleuse·eur·s du Sénégal (CNTS), le lancement par WIEGO des conclusions de l'étude sur la crise de la COVID-19 et l'économie informelle a abouti à un engagement public **d'inclusion** dans PROMOGED de la part du Président du Sénégal et à une promesse du responsable de PROMOGED d'améliorer les conditions de travail. Pour renforcer les capacités de Bokk Diom – l'organisation des récupératrice·eur·s de déchets à Mbeubeuss – à défendre leurs droits et à se positionner dans la gestion des déchets, WIEGO et **Bokk Diom** ont développé des recherches sur des moyens de subsistance alternatifs et ont mené conjointement des activités de renforcement organisationnel. En décembre 2021, avec le soutien de WIEGO et de l'OIT, les récupératrice·eur·s de Bokk Diom ont réussi à former une coopérative et sont aussi en train de créer un syndicat.



Delhi, Inde L'équipe collabore avec les **travailleuses domestiques**, les **travailleuse·eur·s à domicile**, les **vendeuse·eur·s de rue** et les **récupératrice·eur·s de matériaux**. Elle se concentre sur l'inclusion des questions touchant les travailleuse·eur·s de l'informel dans les discours urbains intersectoriels.

WIEGO et ses partenaires à Delhi ont vu l'aboutissement de plusieurs années de plaidoyer commun lorsque, en 2021, l'Autorité du développement de Delhi (DDA) a publié son projet de Plan directeur de Delhi 2041. Pour la première fois, l'économie informelle y est reconnue comme le plus grand employeur de la ville, et y figurent des dispositions favorables à l'intégration des travailleuse·eur·s de l'informel. Pour parvenir à ce changement, l'équipe Ville focale Delhi a soutenu une vaste campagne – **la coalition Main Bhi Dilli** (« Moi aussi, je suis Delhi »), composée de divers groupes de travailleuse·eur·s et d'organisations de la société civile – afin d'influencer le plan directeur de Delhi pour qu'il devienne un « plan du peuple » avec des mesures de soutien pour le logement, les moyens de subsistance et les infrastructures sociales. Après la publication du projet, la coalition a plaidé avec succès pour une extension de la période de commentaires publics afin de permettre une plus large participation citoyenne. L'équipe a également aidé les leaders populaires à organiser 250 réunions avec des groupes de travailleuse·eur·s à travers Delhi. Il a aussi facilité la soumission à la DDA de 25 000 commentaires des travailleuse·eur·s de l'informel et de diverses communautés de Delhi.



Lima, Pérou L'équipe collabore avec les **travailleuses domestiques**, les **travailleuse-eur-s à domicile**, les **vendeuse-eur-s de rue**, les **recupératrice-eur-s de matériaux**, les « **canillitas** » ou **vendeuse-eur-s de journaux** et les **porteurs de marché**.

Cette année, notre principal objectif a été de mettre en œuvre la recherche sur l'impact de la COVID-19 et d'aider les organisations de base à faire entendre leur voix au sujet de la reprise. Après le lancement de l'étude sur la crise de la COVID-19 et l'économie informelle à [Lima](#), le président nouvellement élu, Pedro Castillo, a mentionné les effets de la pandémie sur les travailleuse-eur-s de l'informel et a annoncé un programme qui répondrait à une demande essentielle. Dans son discours initial du 28 juillet 2021, Castillo a annoncé des mesures de soutien financier aux micro et petites entreprises. Ces mesures comprenaient des crédits garantis par l'État avec des délais de grâce plus longs, le refinancement de la dette et un soutien spécial au crédit pour les femmes entrepreneuses. L'accès au crédit pour de petits montants et des taux d'intérêt abordables sont les principales revendications des travailleuse-eur-s qui ressortent de l'étude.



Mexico, Mexique L'équipe collabore avec les **travailleuses domestiques**, les **vendeuse-eur-s de rue**, les **recupératrice-eur-s de matériaux** et les **travailleuse-eur-s non-salarié-e-s**, notamment les mariachis, les vendeuse-eur-s de café, les cireuse-eur-s de chaussures et les « **organilleros** » (joueurs d'orgue de Barbarie).

À Mexico, l'équipe a continué à sensibiliser la Commission nationale des droits humains (CNDH) du Mexique aux problèmes des travailleuse-eur-s de l'informel et à aider les travailleuse-eur-s à déposer des plaintes auprès de la commission concernant les expulsions, les confiscations et la destruction de biens. Dans un bulletin, la commission a souligné l'importance du travail non salarié et a appelé les décideuse-eur-s à éviter l'utilisation d'un langage stigmatisant et offensant à l'égard des personnes qui effectuent ce travail. En outre, elle a attiré l'attention sur le fait qu'au Mexique, « plus de 90 % du travail domestique rémunéré fonctionne de manière informelle, malgré l'existence d'un mécanisme de réglementation du travail et de la sécurité sociale. »

Publications et ressources



Catalogue de publications de WIEGO

Ce catalogue est un guide complet de nos nouveautés.

Les essentiels des publications évaluées par des pairs

Chaque année, les chercheuse·eur·s de WIEGO apportent une contribution importante à de multiples articles de revues universitaires. Pour une liste détaillée de volumes édités, chapitres de livre, articles de journaux et documents de travail évalués par des pairs, consultez [notre site web](#).

Chen, Martha, Erofil Grapsa, Ghida Ismail, Michael Rogan, Marcela Valdivia, Laura Alfery, Jenna Harvey, Ana Carolina Ogando, Sarah Reed et Sally Roever, 2022. « [COVID-19 et travail informel : les enseignements d'une étude sur la situation dans onze grandes villes](#) ». *Revue internationale du Travail*. Numéro spécial : « Le COVID-19 et le monde du travail ».

Ogando, Ana Carolina, Michael Rogan et Rachel Moussié, 2022. « [Effets de la pandémie de COVID-19 et du travail de soins non rémunéré sur les moyens d'existence des travailleurs informels](#) ». *Revue internationale du Travail*. Numéro spécial : « Le COVID-19 et le monde du travail ».

Les essentiels de la série de publications de WIEGO

[Les notes d'information](#) ont pour objet de fournir des documents faciles à utiliser pour les personnes impliquées dans le plaidoyer, la politique et la recherche sur l'économie informelle.

Politiques

WIEGO et FITD, 2021. *Les travailleuses domestiques et la protection sociale au Nagaland*. [Note d'information sur des politiques de WIEGO \(Protection Sociale\) n° 27](#).

Statistique

Gayatri Koolwal, 2022. *Les travailleuse·eur·s de l'informel au Sénégal : un profil statistique*. [Note d'information statistique de WIEGO n° 31](#).

Technique

Wegmann, Julia Mareike, Sonia Medina Cardona et Adriana Pérez Campos, 2022. *Travail dans l'espace public et mobilité : outils pour la coexistence de deux droits dans la ville de Mexico*. [Note d'information technique de WIEGO n° 14](#) (en espagnol).

Lees, Joanne et Richard Dobson, 2021. *Planification et conception d'espaces publics inclusives : les leçons d'Asiye eTafuleni, à Durban, en Afrique du Sud*. [Note d'information technique de WIEGO n° 13](#).



Réflexions sur le droit et l'informalité

Teresa Marchiori, 2022. *La pratique du droit au service des mouvements sociaux : une réflexion sur la nature du droit et sur la pratique du droit à travers le regard des travailleuse·eur·s de l'informel*. [Réflexions sur le droit et l'informalité n° 5](#).

Les [documents de référence](#) comprennent des études documentaires générées par WIEGO, des bibliographies commentées et des rapports reflétant les résultats de nouveaux travaux empiriques. Ils fournissent des détails pour soutenir le plaidoyer, les politiques ou la recherche sur des questions spécifiques.

Bamu, Pamhidzai, Laura Alfes, Rutendo Mudarikwa et Theodore Kamwimbi, 2022. *La protection sociale pour les travailleuse·eur·s indépendant·e·s de l'informel en Afrique sub-saharienne : une analyse de l'impact de la crise de la COVID-19 basée sur les droits* [Document de référence de WIEGO n° 24](#).

L'essentiel de l'Étude sur la crise de la COVID-19 et l'économie informelle

L'Étude de la crise de la COVID-19 et l'économie informelle – une étude longitudinale, coordonnée par WIEGO dans plusieurs villes – évalue l'impact de la crise de la COVID-19 sur des secteurs spécifiques de travailleuse·eur·s de l'informel et leurs ménages, en mettant l'accent sur les travailleuses domestiques, les travailleuse·eur·s à domicile, les vendeuse·eur·s de rue et les récupérateur·rice·ur·s de matériaux. Pour une liste complète de publications et de ressources issues de l'étude, consultez [notre site web](#).

Constatations globales

[La crise de la COVID-19 et l'économie informelle : Phase 1 Synthèse mondiale - Résumé](#)

[Fiches d'information par ville, Analyse des politiques](#)

Braham, Christy, 2021. *La COVID-19 et les travailleuse·eur·s de l'informel : oui à la vaccination, non à la marginalisation*. [Analyse des politiques n° 9](#)

Notes d'information sur la protection sociale et la COVID-19

WIEGO a élaboré une série de [notes d'information](#) où sont analysées les réponses de la protection sociale à la COVID-19. Les notes ont pour objet de soutenir les mouvements dans leurs efforts de plaidoyer en faveur de l'extension de la protection sociale aux travailleuse·eur·s de l'informel.

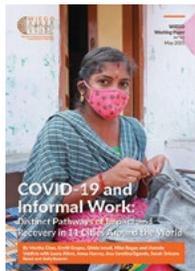
WIEGO, 2022. Numéro 3 : [Bolsa Familia : Le passé et l'avenir du programme brésilien de subventions en espèces](#).

Source d'information accessible, le [Podcast sur l'économie informelle : Protection sociale](#) sensibilise le public à la recherche et aux débats sur la protection sociale des travailleuse·eur·s de l'informel.

[Épisode n° 25](#) : Assurance sociale pour les travailleuse·eur·s de l'informel en Afrique du Sud.

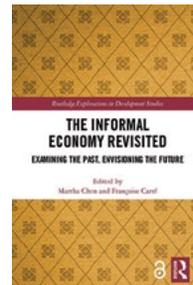


L'essentiel des publications de WIEGO à travers les années



Chen, Martha, Erofili Grapsa, Ghida Ismail, Mike Rogan, Marcela Valdivia, Laura Alfery, Jenna Harvey, Ana Carolina Ogando, Sarah Orleans Reed et Sally Roever. *La COVID-19 et l'emploi informel : des voies distinctes de l'impact et de la reprise dans 11 villes du monde entier*. [Document de travail de WIEGO n° 42](#)

Ce document de travail reflète les résultats généraux de la première série de travaux sur le terrain visant à évaluer l'impact des mesures de prévention de la propagation de la COVID-19 sur les travailleuse-eur-s de l'informel. S'appuyant sur une longue expérience d'[études longitudinales](#) et dans plusieurs villes, WIEGO, en collaboration avec des OB partenaires, a interrogé des travailleuses domestiques, des travailleuse-eur-s à domicile, des vendeuse-eur-s de rue et des récupératrice-eur-s de matériaux dans 11 villes à la mi-2020 et à la mi-2021. Ce document et les recherches qui y sont associées ont été largement cités et adoptés par des politiques nationales et internationales.



Chen, Martha et Françoise Carré (éd.), 2020. *L'économie informelle revisitée : analyser le passé, envisager l'avenir*. New York : Routledge.

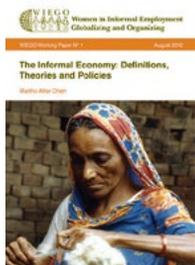
L'économie informelle revisitée est l'aboutissement de 20 ans de travail novateur de WIEGO. Ce volume de 34 chapitres en accès libre réunit des chercheuse-eur-s de pointe provenant de diverses disciplines et constitue l'ouvrage de référence sur l'économie informelle. Il traite des changements conceptuels, des résultats de la recherche et des débats sur les politiques relatives à l'économie informelle, fournissant ainsi une perspective fondée sur les débats disciplinaires. Cette publication appelle à un changement de paradigme dans la perception de l'économie informelle afin de refléter les réalités de l'emploi informel dans les pays du Sud, ainsi que les pratiques informelles de l'État et du capital, et non seulement des travailleuse-eur-s.





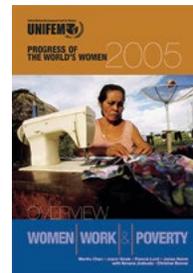
Bonnet, Florence, Joann Vanek et Martha Chen, 2019. [Femmes et hommes de l'économie informelle : note d'information statistique](#). WIEGO et OIT.

Cette note présente les toutes premières estimations mondiales de l'emploi informel, montrant que 2 milliards de personnes – 61 % de la population active dans le monde – gagnent leur vie dans l'économie informelle. Elle révèle que l'informel existe dans des pays à tous les niveaux de développement socio-économique. De plus, elle fournit des estimations globales et régionales sur la taille et la composition de la population travaillant en emploi informel qui reflètent des variables clés : le genre, le statut de l'emploi et le secteur d'activité. Elle constitue donc une référence essentielle pour les analyses politiques et académiques.



Chen, Martha, 2012. *L'économie informelle : définitions, théories et politiques*. [Document de travail de WIEGO n° 1](#)

Ce document de travail, le premier de la série des documents de travail de WIEGO, donne un aperçu des débats conceptuels, théoriques et politiques sur l'économie informelle. Il donne un bref aperçu historique du concept de secteur informel et des débats qui s'y rapportent, détaille le concept statistique élargi d'emploi informel et propose un modèle conceptuel intégral de la composition et des causes de l'informalité. Il s'agit du document de travail de WIEGO le plus téléchargé et le plus cité, constituant ainsi un cadre de référence pour la littérature académique et politique sur le sujet.



Chen, Martha, Joann Vanek, Francie Lund, James Heintz, Renana Jhabvala et Christine Bonner, 2005. [Le progrès des femmes à travers le monde : les femmes, le travail et la pauvreté](#). New York : Fonds de développement des Nations unies pour la femme.

Ce rapport, commandé par l'UNIFEM, présente l'emploi informel des femmes comme une piste essentielle pour réduire la pauvreté et renforcer la sécurité économique des femmes. Une contribution empirique importante est l'analyse des données nationales sur les revenus moyens et le risque de pauvreté à travers différentes couches de la population active informelle et formelle, montrant les liens entre l'emploi, le genre et la pauvreté. Les auteurs y offrent un cadre stratégique – avec des exemples de bonnes pratiques – sur la manière de promouvoir le travail décent pour les femmes de l'informel.



Rapport financier : Exercice clos le 31 mars 2022

Gouvernance financière

Le Comité des finances du Conseil d'administration de WIEGO a la responsabilité de superviser la gestion financière et l'audit des comptes pour assurer la durabilité et la viabilité future de WIEGO. Cela comprend la révision des budgets annuels, ainsi que la révision continue des contrôles budgétaires et financiers, afin de réduire le risque d'une sous-utilisation ou d'un dépassement des dépenses, et d'atténuer un manque éventuel de revenus au cours d'un exercice financier. Ce risque est encore atténué par la constitution de réserves désignées, qui se situent actuellement à un niveau de 320 000 USD, pour l'Assemblée générale qui se tiendra en novembre 2022, et de réserves libres de 532 000 USD pour maintenir les programmes principaux pendant une période de trois mois.

Le Comité des finances s'en remet au Conseil d'administration de WIEGO en ce qui a trait aux décisions finales sur les budgets et la gestion des risques.

Résumé financier

Pour l'exercice clos le 31 mars 2022, WIEGO a reçu une opinion sans réserve de ses auditeurs, Crowe UK LLP. Les chiffres indiqués dans les résumés financiers – pour le bilan, la source des fonds et l'affectation des fonds – sont extraits des comptes statutaires, qui ont été approuvés par le Conseil d'administration le 10 août 2022. Les commissaires aux comptes ont confirmé au Conseil d'administration que ces chiffres sont en cohérence avec les états financiers statutaires de l'exercice clos le 31 mars 2022.

Ces relevés peuvent ne pas contenir d'informations suffisantes pour permettre une appréciation complète de la situation financière de la société. Pour de plus amples renseignements, les comptes statutaires complets doivent être consultés avec le Rapport des commissaires aux comptes et le Rapport du Conseil d'administration, disponibles tous auprès du secrétariat de la société, au siège social à Manchester, au Royaume-Uni. De plus, les comptes statutaires complets seront disponibles en ligne après avoir effectué tous les dépôts réglementaires.



Bilan

L'augmentation des actifs nets pour la période est principalement due à la réception d'une subvention de 25 millions USD sur cinq ans de la Fondation Ford et est reflétée dans les avoirs en banque.

BILAN	2021-22	2020-21
ACTIFS ACTUELS	USD \$000	USD \$000
Montants à recevoir	129	161
Avoirs en banque	32 101	6 862
TOTAL DES ACTIFS ACTUELS	32 230	7 023
CRÉANCIERS		
Montants à payer	-3 046	-691
ACTIFS NETS	29 184	6 332
FONDS		
Fonds restreints	25757	2999
Fonds non affectés	3 427	3 334
	29 184	6 333

Source: Extrait des comptes statutaires

Source et utilisation des fonds

Le total des ressources entrantes s'est élevé à 33,1 millions USD pour l'exercice clos le 31 mars 2022, contre 11,5 millions USD l'année précédente. Les ressources totales dépensées se sont élevées à 10,3 millions USD, contre 7,2 millions USD l'année précédente.

Sources des fonds

Au cours des 25 dernières années, WIEGO a reçu le soutien de plusieurs bailleuse-ur-s de fonds dans ses efforts visant à autonomiser les travailleuse-ur-s de l'informel dans le monde entier. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, WIEGO a reçu des fonds de 12 grands bailleurs institutionnels. Cela inclut la subvention sur cinq ans de la Fondation Ford, qui sera répartie de manière égale entre WIEGO et les quatre principaux réseaux internationaux de travailleuse-ur-s de l'informel qui font partie du réseau WIEGO. Elle sera utilisée pour soutenir le travail de renforcement organisationnel.

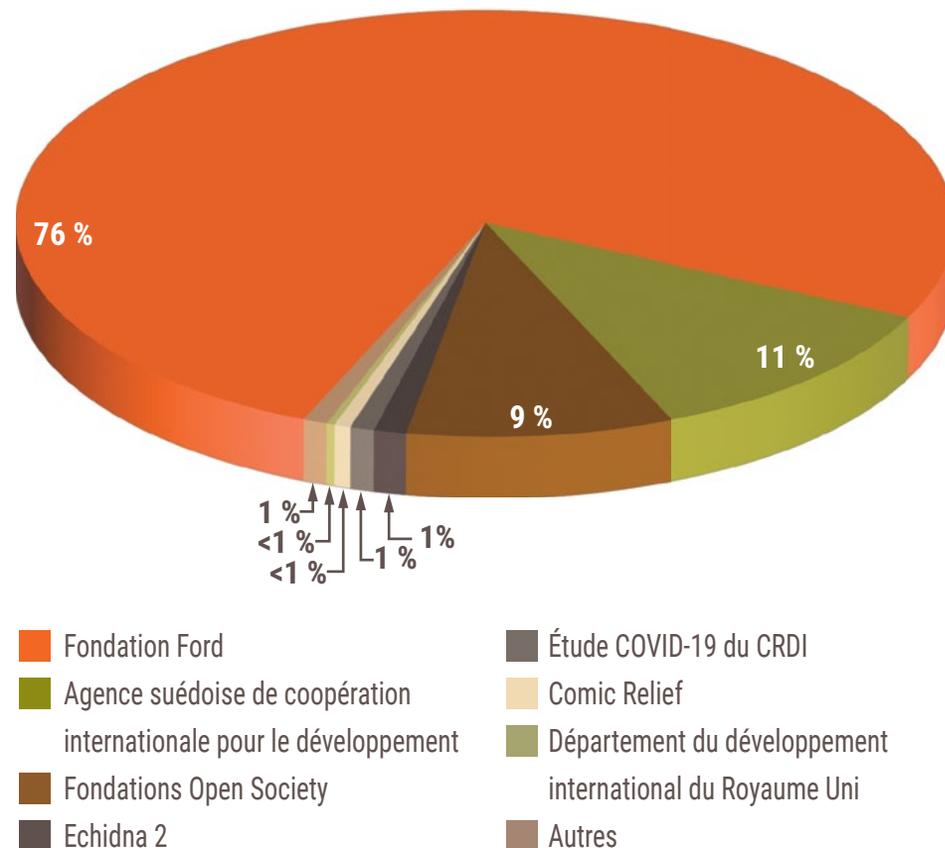
Nous tenons à remercier les organisations, les fondations et les gouvernements pour leur soutien financier généreux tout au long des années.



SOURCES DES FONDS	2021-22	2020-21
	USD \$000	USD \$000
Fondation Ford	25 200	354
Agence suédoise de coopération internationale pour le développement	3 765	2 732
Fondations Open Society	3 015	1 418
Echidna 2	375	0
Étude COVID-19 du Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	314	362
Comic Relief	121	127
Département du développement international du Royaume Uni	92	120
Fonds Philanthropique Wellspring	50	100
Organisation internationale du Travail	11	20
USAID	10	0
Fondation William et Flora Hewlett	0	5 970
ONU Femmes	0	44
Alliance des villes	0	27
Fondation Friedrich-Ebert	0	24
Autres sources	187	246
TOTAL	33 140	11 544

Source: Extrait des comptes statutaires

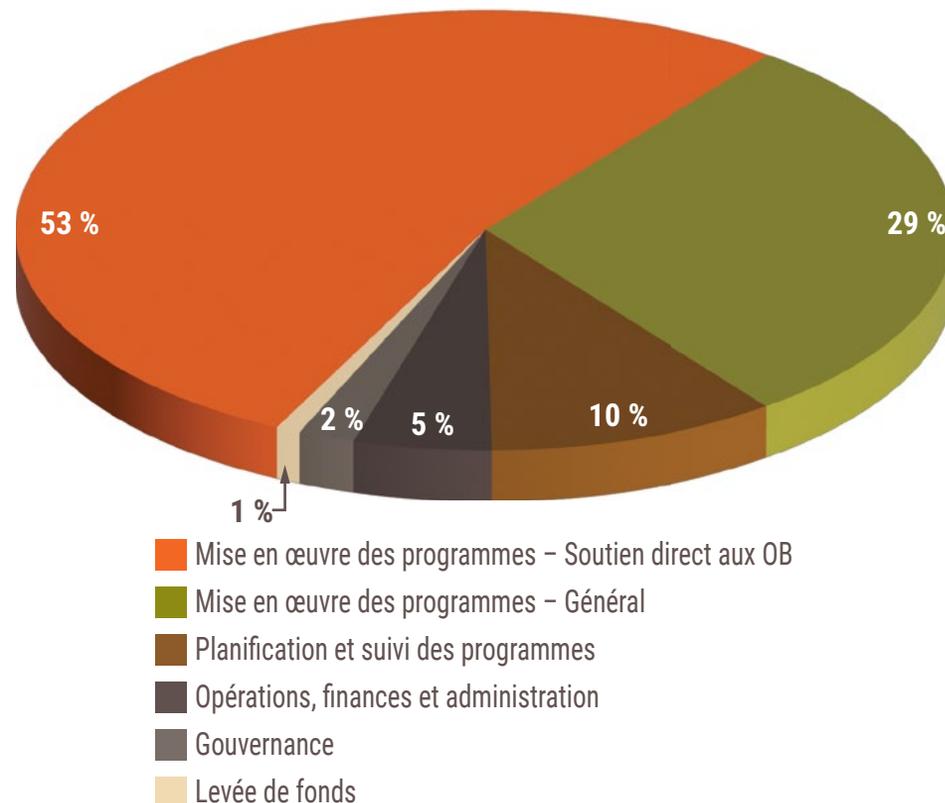
Sources des fonds pour la période 2021/2022



Affectation des fonds 2021-2022

La stratégie de WIEGO est conçue de manière à s'assurer que le maximum possible de ressources est directement consacré aux programmes, et ce, dans le but d'améliorer qualitativement le soutien apporté à la recherche, aux efforts de plaidoyer politique et au renforcement des capacités. Il convient de noter que 92 % des ressources ont été consacrées au soutien direct et indirect des organisations de base pour la mise en œuvre, la planification et le suivi des programmes.

Affectation des fonds pour la période 2021/2022



Le travail de WIEGO

[Rapports annuels](#)

[Bulletins de WIEGO](#)

[Bulletins d'information pour les organisations de base](#)

[Bulletins d'information sur le droit et l'informalité](#)



Ressources en ligne de WIEGO



Blogs



Vidéos



Webinaires

Les canaux de médias sociaux de WIEGO



Femmes dans l'Emploi Informel :
Globalisation et Organisation

